

ILLATS: L'inauguration du groupe scolaire le 28 septembre 1885

Un contexte très politique



Le groupe scolaire vu de la place de la mairie au début du XXème siècle : à gauche l'entrée de l'école des garçons et à droite l'entrée de l'école des filles. Au centre la mairie. De chaque côté, les appartements pour les instituteurs.

L'inauguration du groupe scolaire d'Illats le 28 septembre 1885 se fait dans un contexte hautement politique : les lois républicaines votées à partir de 1879 – dont les lois Ferry à partir de 1881 – mettent en place une instruction publique laïque, gratuite et obligatoire, matérialisée par la construction dans tout le pays de maisons d'école. Les orateurs qui se succéderont lors de ce banquet inaugural place de la mairie, feront pratiquement tous référence à cet effort national et républicain. L'autre actualité particulièrement sensible pour le camp républicain est la proximité du premier tour des élections législatives qui doit se dérouler le 4 octobre. Toutes les personnalités présentes soutiennent ou sont engagées sur la liste de la Ligue républicaine qui rassemble en Gironde, les Républicains « opportunistes », l'Union républicaine et les Républicains progressistes.

Une maison d'école à Illats

Avant la construction du groupe scolaire, la commune louait des maisons d'école. Le maire Bernard Ducau le souligne dans son intervention. Toutefois, il ne précise pas où se situaient ces bâtiments. André Ducos dans son ouvrage *Illats, une commune des Graves*, publié en 1987, n'apporte aucune indication supplémentaire. Il nous dit néanmoins qu'il y avait une école de garçons depuis la révolution et une école de filles depuis le 1^{er} avril 1864 (1). André Ducos apporte des précisions chiffrées : 69 garçons étaient scolarisés à Illats en 1869, un seul maître leur faisait la classe. En 1885,

ILLATS: L'inauguration du groupe scolaire le 28 septembre 1885

au moment de l'inauguration, 87 petits illadais étaient scolarisés, un seul maître en avait la charge (2). Les filles étaient quant à elles encadrées par les sœurs de l'Immaculée Conception. André Ducos affirme que cette congrégation était présente à Illats jusqu'en 1904 (3), date de la suppression des congrégations par Emile Combes. En outre, notre historien local pense que « la mairie actuelle date de 1865 » (4). C'est rigoureusement impossible car elle est totalement intégrée dans le groupe scolaire : son architecture est en harmonie avec les logements des instituteurs de chaque côté. L'architecte M. Bouillon inclut la mairie dans ses réalisations. En revanche, on peut penser qu'un bâtiment antérieur existait bien et remplissait la fonction de mairie en 1865, avant d'être détruit pour être remplacé par le groupe scolaire. La durée du chantier a sans doute été de deux ans de 1883 à 1885. La date de départ des travaux est évoquée par André Ducos. Cette maison d'école « a coûté 30 000 francs dont 22 000 francs de subvention départementale (20 000 francs avaient été versés dès la fin 1884). Pour faire face à cette dépense, le conseil dut vendre des terrains communaux situés à la Hountasse et au Jardin. » nous dit M. Ducos (5). Le jour de l'inauguration, le maire Bernard Ducau termine son toast « en remerciant le gouvernement de la subvention qu'il a bien voulu accorder à la commune » et en buvant à la santé du président de la République.

La construction du groupe scolaire d'Illats s'inscrit en fait dans un mouvement national lancé par la III^{ème} République qui ne laisse aucune place aux particularismes locaux. Le site internet **Le Temps des instituteurs** est une mine d'informations pour bien comprendre ce qui s'est passé.

La monarchie de Juillet par la loi du 28 juin 1833 dite Guizot demande aux communes d'entretenir une maison d'école. « Elle (la commune) assure à l'école des ressources nécessaires à sa fondation, à la construction et l'entretien de la maison qui lui est destinée. » Dans la pratique, les municipalités – comme celle d'Illats – se satisfont de la location d'une maison quelconque plutôt que d'édifier un nouvel édifice nécessitant des ressources financières importantes. Malgré tout, les premières maisons d'écoles sont construites suivant les modèles élaborés par Auguste Bouillon, probablement le père de l'architecte du groupe scolaire d'Illats. Sous le second Empire, dans les communes rurales, l'école est effectivement étroitement liée à la mairie. Des raisons financières poussent les autorités à préconiser dans les villages, la cohabitation de la mairie et de l'école. Les instituteurs revendiquent la séparation nette entre la classe et le logement, et la mairie. Un premier type de plan de construction des groupes scolaires est édité : il consiste en une mairie-école comprenant un corps central avec étage, renfermant la mairie et le logement de l'instituteur et, de part et d'autre, deux ailes réduites à un rez-de-chaussée, abritant les classes. On retrouve bien des aspects du groupe scolaire d'Illats. La III^{ème} République inonde la France de maisons d'école. Elle fait voter une grande loi de construction scolaire promulguée le 1^{er} juin 1878. « Lorsque la création d'une école dans une commune est décidée par l'autorité compétente [...], les frais d'installation, d'acquisition, d'appropriation et de construction des locaux scolaires et l'acquisition du mobilier scolaire constituent pour la commune une dépense obligatoire. » Des subventions et des prêts à taux avantageux sont accordés par l'Etat aux municipalités. La tâche est immense et l'effort public est sans précédent. Le terrain destiné à recevoir une école doit être central, bien aéré, d'un accès facile et sûr, éloigné de tout établissement bruyant, malsain ou dangereux à 100 mètres au moins des cimetières actuels. L'arrêté du 17 juin 1880 établit les conditions d'après lesquelles les bâtiments scolaires devront être construits et aménagés. Des architectes comme César Auguste Pompée et Félix Najoux proposent une architecture standardisée pour les bâtiments scolaires. La loi du 2 août 1881, augmente de 120 millions de francs le fonds de dotation de la Caisse des lycées, collèges et écoles primaires. Le 2 juillet 1882, Jules Ferry déclare que « le ministère de l'Instruction Publique est devenu une véritable usine dans laquelle on

ILLATS: L'inauguration du groupe scolaire le 28 septembre 1885

fabrique des écoles. Il se crée en moyenne trois écoles ou classes par jour. » Le groupe scolaire d'Illats ressemble traits pour traits à l'école type de la III^{ème} République : la mairie au centre, en légère avancée de façade surmontée de la devise républicaine, des écoles de garçons et de filles de part et d'autre et du logement de maître à l'étage. On lui adjoint certaines dépendances : une cour de récréation (séparée par un mur), un (ou deux) préau(x) couvert(s), un (ou deux) jardin(s) et des lieux d'aisance (deux toilettes). C'est sous le préau que les élèves prennent leur récréation par mauvais temps et se restaurent à midi lorsqu'ils ne rentrent pas chez eux. C'est également là qu'ils déposent casquettes, manteaux, et les paniers repas, les accrochant à des chevilles de bois et plus tard à des patères. Entre le 1^{er} juin 1878 et le 20 juin 1885, trente mille maisons d'école sont construites ou rénovées, et donnent lieu à 448 millions de dépenses. Vers 1884-1885, les difficultés financières et la conviction que tout ce qui était urgent est fait ou va être fait, mène le Parlement à refermer un peu la vanne des crédits. La loi du 20 juin 1885 ralentit la construction mais ne l'arrête pas. Lors de l'inauguration du groupe scolaire d'Illats, ces problèmes financiers sont évoqués par Armand Lalande qui est aussi un économiste distingué : « Les finances de la République ne sont pas dans une situation difficile, mais dans une situation *un peu surchargée [...]*. » Et il balaie les arguments des réactionnaires : « Les dépenses auxquelles s'est livrée la République sont des dépenses fécondes dont on n'aura qu'à se féliciter avec le temps. »

Une inauguration en pleine campagne électorale

L'inauguration du groupe scolaire d'Illats n'est pas une inauguration comme les autres. La presse ne signale pas la présence du préfet ou de son représentant. Logiquement, il devrait être aux premières loges. A sa place, un groupe d'élus occupe les devants de la scène. Cette manifestation officielle est en réalité un acte politique important pour le maire Bernard Ducau qui montre là son ralliement au camp républicain. L'édile illadais est un « survivant de l'Empire ». Il exerce sa fonction depuis 1852, date à laquelle il a été dûment choisi par le préfet nommé par Louis Napoléon Bonaparte, au sein d'une liste de notables considérés comme fidèles au Prince-Président futur Empereur. Le retour de la République et du mode de scrutin au suffrage universel n'ont pas modifié grand-chose à Illats. Les Illadais l'ont reconduit depuis 1870. Mais, Ducau est considéré par les républicains du canton de Podensac comme un personnage peu fiable. En 1880, il se retrouve « Candidat malgré lui » - mais soutenu par les Bonapartistes - au poste de conseiller général contre le républicain Alfred Ribet. Le ridicule de la situation est dénoncé par *La Petite Gironde (lire la biographie)*. La construction de la maison d'école et le versement à la commune dès 1884 de la très grosse subvention qui en découle, encouragent Ducau à regarder désormais vers la République. Le 8 juin 1884, il organise même en son château de Cagès une fête dans laquelle il proclame son amour de la République. L'inauguration du groupe scolaire a lieu le 28 septembre 1885 à quelques jours du premier tour des élections législatives du 4 octobre. Les invités sont candidats ou soutiens de la liste de la Ligue Républicaine. C'est une prise de position sans ambiguïté de Bernard Ducau pour cette liste, annoncée comme très largement favorite du scrutin qui s'approche. Tous les orateurs évoquent les futures élections. Tous appellent à battre « la liste réactionnaire bonapartiste monarchiste et cléricale » mais des nuances apparaissent au sein du camp républicain. Ainsi pour Armand Lalande : « dans une démocratie, il n'y a point de but plus important à poursuivre que celui de l'instruction publique. » Le conseiller d'arrondissement Lally-Huillet quant-à lui veut augmenter le traitement des instituteurs car c'est par eux « que nous préparerons la revanche ». Mérillon le contredit publiquement car pour lui la République a déjà fait beaucoup pour les maîtres, mais le rejoint dans ses accents patriotiques : « il

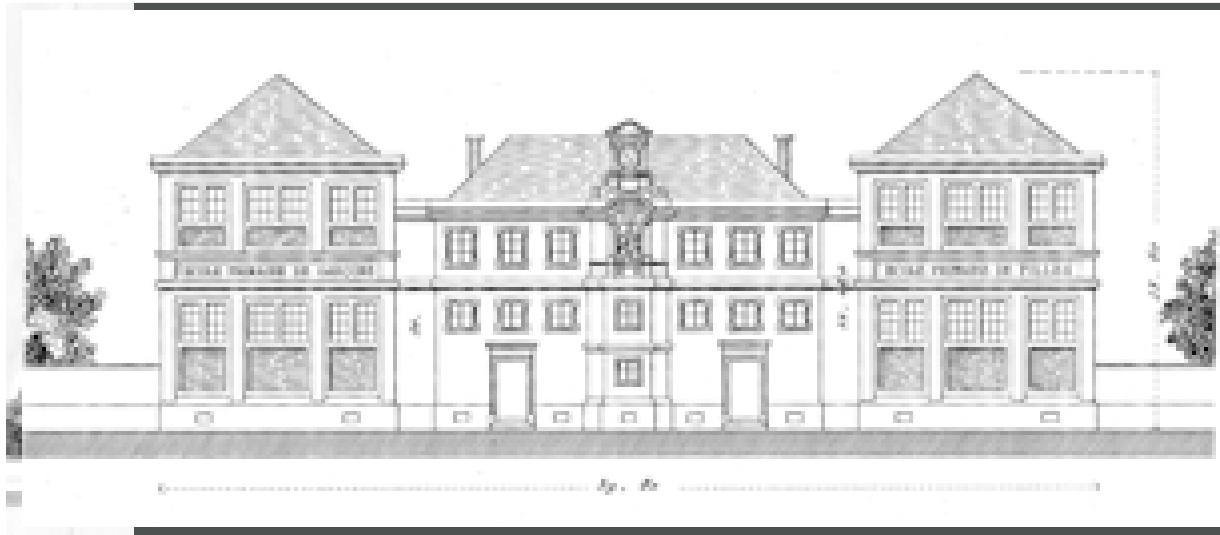
ILLATS: L'inauguration du groupe scolaire le 28 septembre 1885

voudrait voir nos enfants préparés aux obligations qu'ils auront à supporter plus tard sous le drapeau de la patrie. »

(1), (2), (3), (4) et (5) : Ducos André, *Illats, une commune des Graves*, Ed. à compte d'auteur, 1987. P. 255 à 257

Des plans proches du groupe scolaire d'Illats

Source : Site internet Le Temps des instituteurs



Batiments scolaires, Asile, Ecole de filles, Ecole de garçons, rue Keller à Paris
Architecte Durand - Billon, 1876.

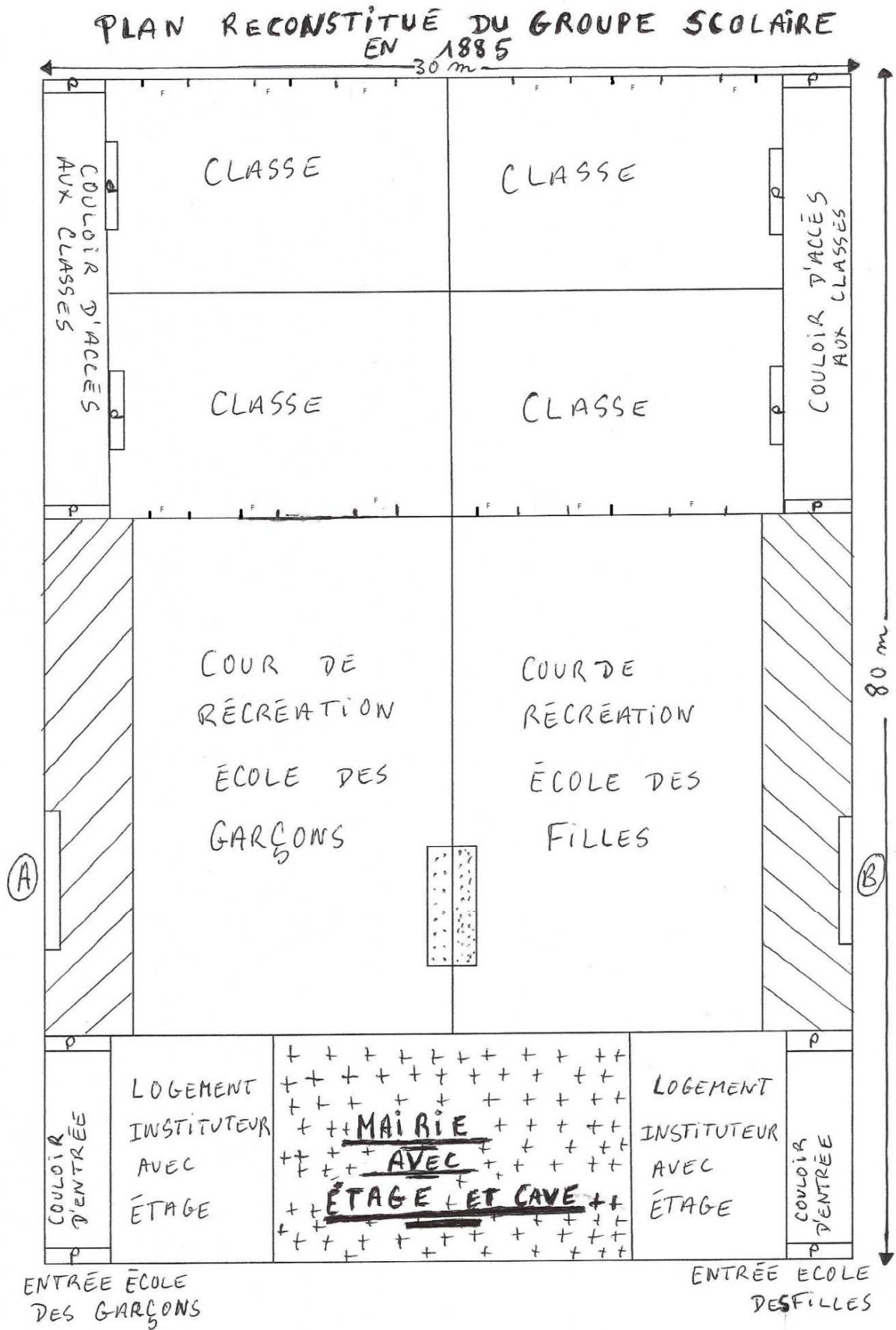


Petites constructions françaises, Emile Thézard et
fils Editeurs à Dourdan (S-&-O),
Maison d'école, M. Ballereau Père, Architecte à
Luçon (Vendée).
Façade principale, coupe longitudinale, plan,
élévation de la lucarne, légende-devis, estimation

Légende du plan reconstitué du groupe scolaire
en 1885 ci-dessous



ILLATS: L'inauguration du groupe scolaire le 28 septembre 1885



ILLATS: L'inauguration du groupe scolaire le 28 septembre 1885

Inauguration d'un Groupe Scolaire à Illats.

Le joli bourg d'Illats était hier en fête. Il inaugurait un magnifique Groupe scolaire. Nulle part plus qu'à Illats la construction d'écoles ne se présentait aussi indispensable, aussi urgente. Depuis longtemps les locaux affectés à l'enseignement étaient devenus d'une insuffisance notoire; la santé des élèves était même réellement en cause. L'administration municipale d'Illats, en remédiant à une installation aussi défectueuse à tous les points de vue, n'a donc fait qu'accomplir le plus impérieux des devoirs et on lui tiendra certainement compte d'avoir mené à bonne fin une entreprise qui touchait de si près au bien-être et à l'intelligence des enfants de la commune.

Vers midi, une grande affluence s'était portée vers l'endroit de la fête. MM. Cazauvieilh et Armand Lalande, députés; Mérillon, candidat de la Ligue; Barreyre, conseiller général; Lally-Huillet, conseiller d'arrondissement, les délégués cantonaux de l'instruction publique, plusieurs maires des communes environnantes arrivent tour à tour. M. Ducau, maire d'Illats, entouré des membres du Conseil municipal et de M. Bouillon, l'habile architecte à qui sont dus les plans du groupe scolaire, reçoivent affablement leurs invités, pendant que l'excellente fanfare de Barsac, conduite par son chef M. Hippolyte Debans, entonne la *Marseillaise*.

Les invités visitent le groupe scolaire. Placé sur un chemin de grande communication, ce groupe se compose de deux bâtiments distincts. Le premier, en façade sur une place publique, se compose de la mairie au centre et des logements des instituteurs et institutrices. Cette façade, de 30 mètres de longueur, est d'un style Renaissance très pur.

Le second bâtiment se compose de quatre vastes salles servant aux classes de garçons et de filles.

Ces deux bâtiments sont séparés par de grandes cours dans lesquelles se trouvent de confortables préaux. A côté de l'école des filles, la cure. A côté de celle des garçons, la perception.

Les façades de ces trois bâtiments sur un même alignement mesurent une longueur totale de 80 mètres et donnent sur une vaste place qui servira aux diverses réunions de la commune. Cette construction fait grand honneur au talent de M. Bouillon, que nous tenons à remercier tout particulièrement pour les indications qu'il a bien voulu nous fournir.

C'est sur cette place qu'ont été dressées en plein air les deux longues tables autour desquelles vont s'asseoir les deux cents convives qui prendront part au banquet. Une vaste tente abrite ces fraternelles

La Petite Gironde

29 septembre 1885

La Petite Gironde fondée le 11 avril 1872, était au début une simple déclinaison à prix modique du journal *La Gironde*, elle devient de plus en plus autonome à la fin des années 1880 lorsque sa diffusion dépasse – et de très loin – celle de son vaisseau-mère pour atteindre les 200 000 exemplaires vendus en Aquitaine, dans les Charentes et le Gers, à l'orée de 1914. Centriste modérée à l'origine, sa ligne éditoriale se droitise au fil des ans, jusqu'à devenir proche de celle de l'Action française dans l'agitation de la Première guerre mondiale. Sans surprise, le journal est collaborationniste en 1940 puis interdit le 16 août 1944. C'est dans ses presses que le quotidien *Sud-Ouest* voit le jour le 29 août 1944.

Source : BNF

ILLATS: L'inauguration du groupe scolaire le 28 septembre 1885

agapes. Partout, des drapeaux claquent joyeusement au vent.

On se met à table vers midi et demi. Le dîner est servi, et très bien servi, par l'hôtel Martin. M. le maire Ducau préside, ayant à sa droite MM. Cazauvieilh, Mérillon et Bouillon ; à sa gauche, MM. Armand Lalande et divers conseillers municipaux. En face, M. Cantau, adjoint, ayant à sa droite M. Barreyre, conseiller général ; à sa gauche, M. Lally-Huillet, conseiller d'arrondissement.

Au milieu du repas, la Fanfare de Barsac nous fait entendre les plus jolis morceaux de son répertoire.

Lorsqu'est venu le moment des toasts, la barrière qui limite le champ du banquet du côté de la grand-route, s'ouvre et donne accès à la foule en habits de fête qui se précipite. On peut évaluer à ce moment là à 6 ou 700 le nombre des auditeurs.

M. le Maire ouvre la série des toasts :
« Illats, dit-il, n'a jamais eu de solennité aussi belle, aussi intime que celle qui nous réunit aujourd'hui devant ce magnifique groupe scolaire. »

L'orateur remercie chaleureusement les invités au nom de l'administration municipale et de tous les habitants de la commune. (Vifs applaudissements.) Il dit que cette construction de nouveaux bâtiments scolaires économisera désormais à la commune les dépenses qu'elle était précédemment obligée d'inscrire annuellement au budget pour le loyer des maisons d'école.

Il remercie plus particulièrement M. le député Cazauvieilh pour son concours actif et dévoué en cette circonstance. Il félicite le jeune et intelligent architecte qui a dirigé avec tant d'habileté les travaux qui lui ont été confiés, ainsi que les entrepreneurs qui l'ont aidé dans leur exécution. Il termine en remerciant le gouvernement de la subvention qu'il a bien voulu accorder à la commune et en buvant à la santé de M. Jules Grévy, président de la République. (Acclamations prolongées. Vive M. le Maire ! Vive la République !)

M. Cazauvieilh insiste sur les avantages de l'instruction gratuite, laïque et obligatoire. Il met en parallèle ce qu'ont fait les régimes précédents et celui de la République pour l'instruction de la jeunesse. Il boit à la municipalité et à la commune d'Illats. (Vivats et bravos.)

Bernard Désir Ducau né le 6 octobre 1820 à Illats au château de Cagès et mort le 13 septembre 1892 à l'âge de 72 ans au château de Cagès.

Fils de Pierre Ducau Aîné maire d'Illats de 1826 à 1834, et de Jeanne Dubrey, il est comme son père propriétaire à Cagès. Marié à Jeanne Ballardère, ils ont un fils, Bertrand Maurice.

Maire d'Illats de 1852 à 1892, nommé suppléant au juge de paix du canton de Podensac le 18 novembre 1886 jusqu'à sa démission le 29 mars 1891, Bernard Ducau est élu en août 1889 conseiller d'arrondissement contre le sortant, le républicain avancé, Lally-Huillet. Ce qui provoquera une très vive polémique dans la presse. Le conseiller général Arthur Barreyre soutenu par *La France de Bordeaux et du Sud-Ouest* dénoncera « la coalition opportuniste-royaliste » qui a permis la victoire de Ducau, également qualifié de « candidat officieux de *La Gironde* ». Le directeur du quotidien *La Gironde*, qui est aussi « châtelain de Climens », Gounouilhou, fait l'objet d'attaques pour son soutien à Ducau dont on remet en cause la sincérité de l'engagement républicain. Et il est vrai que le passé du maire d'Illats ne plaiderait pas pour lui... Il fut en effet « Candidat malgré lui » aux élections cantonales de 1880 contre le républicain Alfred Ribet, mais soutenu par les bonapartistes. Le ridicule de la situation fut dénoncé par *La Petite Gironde* du 8 juillet 1880.

Bernard Ducau n'aura de cesse de se rattraper et proclamera dans toutes les manifestations publiques auxquelles il participera, son soutien à la République. Il restera conseiller d'arrondissement jusqu'à son décès. Il sera remplacé à la mairie d'Illats après sa disparition par son fils, élu en novembre 1892.

ILLATS: L'inauguration du groupe scolaire le 28 septembre 1885

Présentation des orateurs de l'inauguration



Daniel Mérillon, né le 29 juin 1852 à Bordeaux et mort le 23 août 1925 à Nontron (Dordogne).

Avocat à Bordeaux en 1872, il est conseiller municipal dans cette même ville de 1878 à 1884 et adjoint au maire de 1881 à 1884. Conseiller général, il est député de la Gironde de 1885 à 1889, inscrit au groupe de l'Union républicaine.

En 1886, il épouse Cécile Marcilhaud de Bussac dont le père est président du tribunal de Bordeaux.

Battu en 1889, il devient magistrat, substitut général à Paris de 1890 à 1893 puis avocat général de 1893 à 1897 puis entre à la Cour de Cassation comme avocat général de 1898 à 1917, président de Chambre des requêtes de 1917 à 1922 et procureur général de 1922 à 1923. Il est aussi procureur général près la Haute Cour de Justice.

Il est président de l'Union nationale des sociétés de tir en 1886, puis président de l'Union internationale de 1907 à 1925.

Daniel Mérillon est l'un des organisateurs de l'Exposition Universelle de Paris en 1900 et des Jeux Olympiques la même année.



Portrait d'Octave Cazauvieilh

La Nation 20 août 1892

Octave Cazauvieilh né le 4 mai 1834 à La Brède et mort le 14 août 1892 à Salles, « Succombant d'une maladie du cœur ». Il avait 58 ans.

Dans sa jeunesse, il « a pris une part considérable et périlleuse aux luttes soutenues contre l'Empire ».

Nommé maire de Salles, le 4 septembre 1870, il fut élu conseiller général du canton de Belin de 1871 à sa mort. Le 4 août 1881, il est élu député au deuxième tour des élections législative dans la 5^{ème} circonscription de Bordeaux contre le candidat légitimiste Larrieu. Il avait battu au premier tour l'autre candidat républicain, le député sortant, Ludovic Trarrieu. Il sera réélu dans la liste départementale de la Ligue républicaine le 18 octobre 1885, puis par les électeurs de la 5^{ème} circonscription jusqu'à sa mort. Membre de l'Union Républicaine, président depuis sa fondation du groupe viticole à la Chambre, très actif au sein de la commission de la marine, il serait affilié à la Franc-maçonnerie depuis 1882. Le futur député de la 5^{ème}, René Cazauvieilh, était son neveu.

ILLATS: L'inauguration du groupe scolaire le 28 septembre 1885



Portrait d'Armand Lalande dans *La Petite Gironde* du 26 septembre 1894 annonçant son décès

Une longue carrière politique

Sous l'Empire, il fut un élu municipal : conseiller municipal de Bordeaux de 1852 à 1864, adjoint au maire, délégué aux finances, de 1860 à 1863. Il fait montre de convictions républicaines en recevant régulièrement à partir de 1860 dans son château Brown à Cantenac, le poète républicain Alphonse de Lamartine qui proclama la II^{ème} République. Ce dernier lui laissa une dédicace amicale. Il revint au conseil municipal de Bordeaux de 1878 à 1884. Armand Lalande s'engagea dans une carrière parlementaire au sein du parti républicain : il fut le premier député républicain élu dans l'arrondissement de Lesparre en 1881 face aux bonapartistes Haussmann et Ernest Pascal. Il siège à la chambre dans le groupe de l'Union démocratique puis de l'Union républicaine fédérant les républicains modérés. En 1885, il figure sur la liste de la Ligue républicaine qui regroupe les républicains opportunistes, l'Union républicaine et les républicains de progrès. Il est réélu. Ses principaux discours à la chambre portent sur la situation économique, la loi sur le recrutement et la politique coloniale. En 1889, il quitte volontairement la vie politique.

Consul d'Autriche-Hongrie à Bordeaux depuis 1867, Officier depuis 1878 puis Chevalier de la Légion d'Honneur depuis 1880, Armand Lalande fut un libéral, connu pour son « inépuisable bien faisance. »

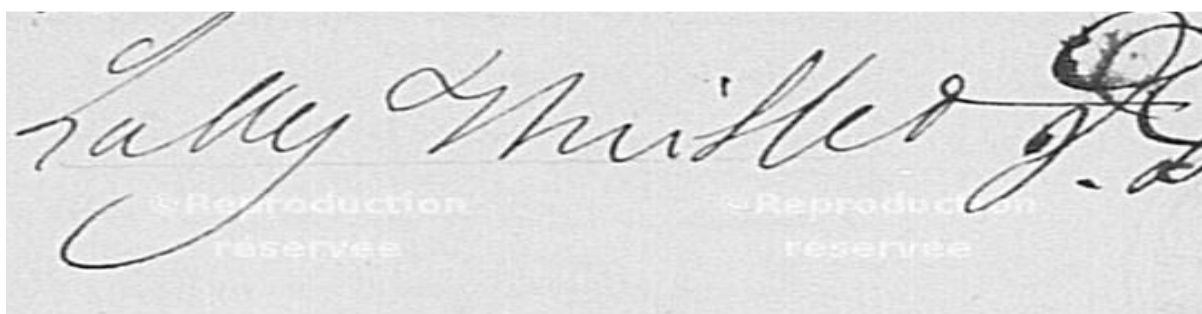
François Louis Armand Lalande né à Bordeaux le 10 décembre 1820 et mort dans la même ville le 25 septembre 1894, à l'âge de 73 ans, « après une douloureuse maladie ». Fils de Jean Bernard Michel Lalande (1790 – 1832) probablement négociant, et de Marie Laure Boue (1791 – 1860), il a deux sœurs et un frère. Il est le second enfant du couple. Armand Lalande se marie le 21 juin 1848 à Catherine Mathilde Cruse, héritière d'une grande famille de négociants bordelais, qui décèdera prématurément en 1851 à l'âge de 22 ans. Le couple aura néanmoins deux enfants : une fille, Laure Marie Mathilde Lalande (1849 – 1940) mariée à Jean Edouard II Lawton et un garçon, Armand II Lalande (1851 – 1934) marié à Marguerite de Lestapis. Ces alliances familiales montrent combien les Lalande étaient intégrés dans la très haute bourgeoisie bordelaise.

Probablement le plus important négociant bordelais de son temps. Fondateur de La Maison de commerce A. Lalande & cie devenue l'une des plus importantes de la place de Bordeaux, membre de la Chambre de commerce de 1872 à 1885, il en occupe la vice-présidence puis la présidence de 1877 à 1885. Propriétaire d'importants crus en Médoc avec lesquels il remporte de nombreuses médailles lors des expositions, il détient le château Brown-Cantenac depuis 1860 et son cru associé, le château Lamartine-Brown, le château Léoville-Poyferré de Saint Julien depuis 1865 avec son cru associé le château Moulin-Riche, le château La Couronne de Pauillac qu'il a créé de toute pièce en 1874 et le château Senilhac de Saint Seurin de Cadourne, acquis dans les années 1870. Président du congrès phyloxérique organisé à l'initiative de la Chambre de commerce à Bordeaux en octobre 1881, il publie de nombreuses notices et comptes rendus sur le phyloxéra notamment le compte rendu de son voyage dans le Midi en 1882.

Administrateur d'innombrables organismes et compagnies. Il fut administrateur du Bureau de bienfaisance de 1852 à 1870, de la Caisse d'épargne de Bordeaux, de la compagnie du chemin de fer de Paris à Orléans et Bordeaux depuis 1883, de la compagnie du gaz de Bordeaux, président du conseil d'administration de la ligne bordelaise de navigation à vapeur entre Bordeaux et New York de l'origine à 1887 et président de la Ligue bordelaise de défense du commerce.

« Le champion vaillant et habile de la cause du libre échange » Vice-président de l'Association pour la défense de la liberté commerciale présidée par Léon Say, Armand Lalande a constamment soutenu le libre échange. Il fonde à cet effet le journal *L'économiste français* en 1873 avec le concours de grands négociants de Bordeaux, Paris, Lyon, Marseille et Le Havre.

Arthur Barreyre, né à Cadillac-sur-Garonne le 13 novembre 1845 et mort des suites d'un accident de voiture du à l'emballement de son cheval, à Barsac le 19 septembre 1905. Fils de Mathieu Alphonse Barreyre, greffier de la justice de paix du canton de Cadillac et de Jeanne Bailly dite Aimée. Il s'est marié avec Lucile Eugénie Courte avec laquelle il a eu un fils, Alexandre Julien Alphonse, né le 26 mai 1873. Propriétaire et notaire, il avait quitté Cadillac pour venir s'installer à Barsac. Elu conseiller d'arrondissement du canton de Podensac en 1883, puis conseiller municipal de Barsac en 1884, il fut désigné par le Congrès du Comité républicain du canton de Podensac réuni le 20 juillet de la même année comme candidat au conseil général. Arthur Barreyre remporta le scrutin fin août. Il appartenait au « parti républicain avancé » et « se rattachait plus spécialement ses aspirations à l'ancienne gauche radicale. Agissant prudemment mais avec constance, il fut un propagateur zélé des idées démocratiques. » Pendant près de 15 ans de mandat de conseiller général, Barreyre contribua « à la solution de nombreuses questions d'ordre agricole et viticole. » Malgré tout, il est battu au second tour des élections cantonales de 1898 par le Comte Pierre de Lur Saluces, républicain lui aussi, mais beaucoup plus modéré. La presse républicaine dénoncera cette élection, elle y verra le résultat du report des votes réactionnaires. Il tente en 1904 de reprendre son siège perdu. *La France de Bordeaux et du Sud-Ouest* du 20 septembre 1905 souligne que ce vieux républicain a utilisé toute « son influence pour soutenir et assurer la victoire de René Cazauvieilh » lors des dernières élections législatives. Au moment de son décès, il était président honoraire du comice agricole de Podensac.



Signature de Bernard Huillet dit Lally-Huillet sur l'acte de naissance de son fils, Fabien Eugènes en 1865

Bernard Huillet dit Lally-Huillet, né à Preignac, quartier Médudon, le 19 juin 1834, et mort le 12 mars 1900 à Preignac, quartier du Sabley. Fils de Bernard Huillet propriétaire à Médudon et d'Elisabeth Desplandis dont le frère Jean est tonnelier. Fabricant de barriques puis négociant quand son affaire se développe, Lally-Huillet se marie à Catherine Bèguerie, sans profession. Ils ont un fils, Fabien Eugènes. Lally-Huillet s'engage dans le camp républicain : il est président du Cercle de la Renaissance de Preignac, une association républicaine, et ferraille dans la presse contre le préfet Jacques de Tracy qui décide de dissoudre le Cercle en août 1877. Conseiller municipal dans sa commune, il a été élu conseiller d'arrondissement (*) le 11 octobre 1884 en remplacement d'Arthur Barreyre, devenu conseiller général. Il s'était imposé auparavant lors du congrès cantonal de deux petites voix face à Montel, maire de Podensac et républicain de tendance « opportuniste ». Lally-Huillet voulait « la République avec toutes ses conséquences politiques et sociales ; pour y arriver il faut un travail progressiste opiniâtre et patient. » Bien que président du syndicat des patrons de la tonnellerie, il défend l'égalité patrons-ouvriers que favorisera l'instruction laïque, gratuite et obligatoire, et les libertés (d'opinion, de conscience ou d'association). En 1889, Lally-Huillet est battu au second tour des élections au conseil d'arrondissement par Ducau (maire d'Illats), candidat « opportuniste », bénéficiaire des voix réactionnaires. Un scandale pour *La France de Bordeaux et du Sud-Ouest*. Lors de son décès, il est rentier et a laissé son entreprise à son fils qui donnera une dimension supérieure aux affaires familiales. Fabien Eugènes sera maire de Preignac et conseiller général du canton de Podensac.

ILLATS: L'inauguration du groupe scolaire le 28 septembre 1885

M. Barreyre, conseiller général, dit que, dans huit jours, une grande bataille va se livrer dans toute la France. Deux listes de candidats à la députation se trouvent en présence dans la Gironde : celle de la Ligue républicaine et celle de l'Alliance monarchiste. L'orateur porte un toast au succès des candidats de la Ligue présents à cette fête, et il entend, dit-il, porter ainsi un toast au succès de la liste tout entière dont leurs noms font partie. (Vive adhésion. — Double save d'applaudissements.)

M. Armand Lalande a prononcé un de ses meilleurs discours. Il remercie M. Barreyre au nom des onze candidats dont il vient de parler. Il remercie la municipalité d'avoir bien voulu le convier avec ses collègues.

Dans une démocratie, il n'y a point de but plus important à poursuivre que celui de l'instruction publique.

Au sujet du mot « opportuniste », il dit qu'il importe de donner aux mots qu'on emploie leur signification exacte. Un « opportuniste », c'est un conservateur libéral, c'est un homme qui veut en politique réaliser tous les progrès possibles. Conserver ne suffit pas, il faut encore marcher en avant, d'accord avec l'opinion publique. (Applaudissements.)

Parlant des finances de la République, l'orateur estime qu'elles ne sont pas dans une situation difficile, mais dans une situation « un peu surchargée », et cette opinion d'un homme qui connaît bien les affaires produit une très vive impression. Il continue en expliquant que les dépenses auxquelles s'est livrée la République sont des dépenses fécondes dont on n'aura qu'à se féliciter avec le temps. Il estime que la législature nouvelle devra se préoccuper de l'établissement d'un régime d'échange avec les Etats-Unis. S'il reste encore, dit-il, dans la Gironde, autant de bonapartistes, c'est à cause des avantages que procura à ce pays le traité de commerce avec l'Angleterre. Et c'est parce que les avantages qui découleraient d'un traité avec les Etats-Unis seraient plus considérables encore qu'il espère que la Chambre nouvelle s'appliquera à le réaliser.

L'orateur boit « à la République, et, ce qui est la même chose, à la France ! »

M. Lully-Huillet désirerait qu'on augmentât le traitement des instituteurs. On a dit que l'Allemagne nous avait vaincus par l'instituteur. C'est par l'instituteur que nous préparerons la revanche.

M. Bouillon, l'architecte des écoles, boit aux enfants de la commune d'Illats.

L'architecte Bouillon est probablement le fils d'Auguste Louis Edouard Bouillon, né à Paris le 17 janvier 1805 et mort à Périgueux le 6 septembre 1863, auteur en 1834 de l'ouvrage *De la construction des maisons d'école primaire*, qui resta longtemps la référence des bâtisseurs officiels. Auguste Bouillon devint l'architecte du conseil général et du diocèse de la Dordogne.

ILLATS: L'inauguration du groupe scolaire le 28 septembre 1885

M. Mérillon croit que, sans transformer ce banquet en arène électorale, il doit être permis, en présence de cet édifice scolaire, de se féliciter des progrès de l'instruction publique sous la République. Il s'élève contre les critiques adressées par un des précédents orateurs au gouvernement, qui aurait, suivant lui, oublié les instituteurs. On a fait, pour ces fonctionnaires si modestes et si utiles, moins que ce qu'on eût voulu certainement, mais on a fait plus que les régimes précédents et l'on fera certainement davantage.

L'orateur s'applaudit de voir aujourd'hui l'instruction laïque, gratuite et obligatoire. Mais il désirerait plus : il voudrait voir nos enfants préparés aux obligations qu'ils auront à supporter plus tard sous le drapeau de la patrie. Il boit en terminant aux électeurs d'Illats.

La fin de ce discours, interrompu à diverses reprises par les bravos de l'auditoire, a été couverte des plus chaleureux applaudissements.

Un citoyen des plus dévoués à la République, M. Déjean, a clos la série des toasts en levant son verre au succès des candidats de la Ligue :

« Nul doute, a-t-il dit, Messieurs, que le 4 octobre prochain une majorité aussi écrasante que celle de 1871 ne vienne prouver à nos adversaires que nous savons rester unis et reconnaître les plus dignes. »

Nous en acceptons l'augure. D'après tous les renseignements que nous avons recueillis, il est certain, en effet, dès à présent, que le succès des candidats de la Ligue sera formidable dans cette commune. Veut-on un symptôme du triomphe qui se prépare là pour nos amis ? Dans la matinée, M. Larrieu, un des candidats de la liste bonaparto-clérico-royaliste, avait voulu donner une réunion à Illats. Cette réunion, M. Larrieu n'a pas osé la faire publique, certain qu'il était du fiasco qui l'attendait. C'est à grand-peine qu'il a donc rassemblé une soixantaine d'électeurs, et, toutes portes closes, qu'il leur a conté pis que pendre de la République. Il paraît que la République est la cause du renchérissement de toutes choses, du sucre, du vin, du blé, du savon. Voilà les calembredaines que l'on débite aux électeurs. On a raison de se cacher pour le faire.

Jean Déjean était conseiller municipal d'Illats, élu en 1885 et en 1886 au comité cantonal républicain pour y représenter les électeurs fidèles à la République de sa commune.

Eugène Louis Marie Larrieu, n'est semble-t-il pas né au château de Haut Brion à Pessac le 20 octobre 1847 comme indiqué par *La Gazette de France* du 13 juillet 1896, mais à Paris. Il est décédé le 10 juillet 1896 dans son château. Contrairement à son père Amédée Larrieu, ancien préfet élu deux fois député de la Gironde, fervent républicain, il choisit de s'engager dans le parti royaliste comme son oncle, l'amiral Guillaume Lucien Emile Larrieu, candidat à la députation de la Gironde en 1874. Eugène Larrieu se présente aux élections législatives dans la 5^{ème} circonscription de Bordeaux en 1881 et perd au second tour contre Octave Cazauvieilh. Lors des élections législatives de 1885, il fait partie de la liste départementale rassemblant les conservateurs royalistes et bonapartistes. Conseiller municipal de Pessac, avocat, il était surtout connu comme « le propriétaire autoritaire du Château de Haut Brion », hérité de son père, qu'il a su protéger du phyloxéra et agrandir.

ILLATS: L'inauguration du groupe scolaire le 28 septembre 1885

Epilogue

Les suites électorales

Sur le plan national, les premiers soubresauts du scandale de Panama (**) entraînent une poussée des conservateurs (12, 5% des voix et 73 sièges) et un renforcement de l'extrême gauche qui obtient 17% des voix : radicaux (70 élus) et socialistes (10 élus).

La lecture de l'article de *La Petite Gironde* laissait présager une victoire triomphale de la liste de la Ligue républicaine en Gironde. Or, les résultats du premier tour sont mitigés dans le département. Les républicains résistent bien mieux que dans les départements voisins des Landes, du Gers, du Lot ou dans les deux Charentes, Basses Pyrénées, Hautes Pyrénées où la liste conservatrice vire en tête quand elle n'est pas élue au premier tour...Mais, la Ligue subit la division des voix républicaines : elle doit faire face à la concurrence – surtout dans l'agglomération bordelaise - d'une liste radicale menée par Adrien Achard de Castelnau-du-Médoc, député de Gironde de la Gauche radicale de 1879 à 1885, et à un degré moindre, des socialistes dont les cinq groupes bordelais sont parvenus à s'unir au sein d'une liste à laquelle adhèrent notamment Antoine Jourde, futur député boulangiste (***) et socialiste, et Sébastien Faure, futur propagandiste libertaire, alors représentant du Parti Ouvrier Français de Jules Guesde. A ces deux listes d'extrême gauche, s'ajoute une liste « départementale », sans orientation claire, qui obtiendra cependant plus de voix que les socialistes. Face à l'éparpillement du « camp républicain », les monarchistes et les bonapartistes parviennent à présenter une liste « conservatrice » unie autour de fortes personnalités, bien implantées localement qui ont été ou seront élus députés de la Gironde : Amédée-Eugène-Louis marquis de Lur-Saluze, élu député légitimiste en 1871 qui sera réélu comme candidat conservateur en 1889, Alcée Foin, maire, conseiller général de Saint Ciers -la-Lande en 1851 qui deviendra député bonapartiste de la Gironde de 1889 à 1893, Robert Mitchell, conseiller général, élu député bonapartiste de la Gironde en 1876 pour l'arrondissement de La Réole, réélu député sous l'étiquette boulangiste de 1889 à 1893, pour ne citer qu'eux. Les résultats sur la Gironde donnent en tête la liste de la Ligue républicaine qui obtient entre 65 653 voix et 69 380 voix, suivie de la liste conservatrice (monarchistes-bonapartistes) qui obtient entre 65 457 voix et 67 115 voix et de la liste radicale qui obtient entre 9 542 voix et 16 572 voix. Peut-on parler de poussée conservatrice en Gironde ? Pas vraiment. On est plutôt dans un département où les réseaux de la droite traditionaliste sont encore très solides. Ils le resteront car ils sauront en 1889, s'appuyer sur la vague boulangiste pour regagner des circonscriptions. La Ligue républicaine est mise en ballottage : il y aura donc un second tour. Qu'advient-il à Illats ? Nous n'avons pas pu avoir les résultats communaux. Par contre, nous connaissons les résultats du canton de Podensac : la Ligue devance la liste conservatrice en moyenne de plus deux cents voix. Les républicains obtiennent en moyenne 2200 voix contre plus de 1900 voix pour les conservateurs. Les radicaux pèsent peu (entre 216 voix et 257 voix). Les « départementaux » et les socialistes sont inexistants. On peut penser que cette tendance cantonale soit celle d'Illats.

Lors du second tour, la Ligue républicaine bénéficie du report des autres listes républicaines et l'emporte de 16 000 voix contre les conservateurs. Tous ses membres sont élus députés et vont représenter la Gironde au Palais Bourbon. Néanmoins, ce scrutin de liste est trompeur. Il ne reflète pas les nuances girondines. Le retour au scrutin de circonscriptions par arrondissement en 1889 redonnera au département son visage plus complexe.

ILLATS: L'inauguration du groupe scolaire le 28 septembre 1885

Le groupe scolaire est toujours là

Les bâtiments construits par l'architecte Bouillon sont toujours là. Ils ont été rénovés et agrandis en 1978. Une maternelle a été bâtie. Un réfectoire éclairé a remplacé la vieille cantine obscure des années cinquante. Un grand préau avec une porte de garage donnant sur la rue a vu le jour. Le vieux mur qui séparait l'école des garçons et des filles et les vieilles toilettes ont été abattus. Des sanitaires ont été construits. Une ouverture avait au préalable été percée après mai 68 lorsque les classes sont devenues mixtes. Une nouvelle classe est sortie de terre en 2005. L'école maternelle a été agrandie et aura une classe supplémentaire. Les cours de récréation ont des revêtements qui n'ont plus rien à voir avec le goudron d'autrefois. La mairie a été réaménagée. Elle a annexé les deux logements d'instituteur. Malgré tout, les années passent et la grande carcasse du groupe scolaire nous regarde encore du haut de ses 136 ans.



(*) **Le conseiller d'arrondissement sous la III^{ème} République** : un conseiller était élu par canton pour siéger au conseil d'arrondissement qui se réunissait en sous-préfecture. Cette fonction surtout administrative est supprimée en 1945. Illats était dans l'arrondissement de Bordeaux.

(**) **Le scandale de Panama (1885-1889)** est une affaire de corruption liée au financement du creusement du canal de Panama et impliquant des hommes politiques et des parents de Jules Ferry.

(***) **Le boulangisme** : L'explosion du phénomène boulangiste, aussi violente que brève (1887-1889), met à l'épreuve la république dans son principe de représentation populaire. Plébiscité par les électeurs de la France entière, l'ex-général Georges Boulanger (1837-1891), ancien ministre de la Guerre, incarne l'homme providentiel pour des mouvances antiparlementaires extrêmes, de gauche comme de droite. Cette crise révèle les profondes tensions internes d'une France qui s'interroge sur son rôle dans le monde et d'une société qui peine à se structurer politiquement. Le succès de Boulanger indique surtout que la dimension personnelle du pouvoir – alimentée par les exemples des monarques et des empereurs – demeure une valeur dominante aux débuts de l'ère démocratique.